

Des voix: Bravo!

L'hon. M. Stanfield: Le public doit donc surtout s'en remettre à l'opposition et à une presse éclairée et énergique. J'emploie ici le mot «presse» dans son sens le plus large.

La proposition est dangereuse et ne devrait pas être adoptée maintenant. Le gouvernement ferait mieux de tenter une coordination peu coûteuse pour faire des économies et améliorer le service. C'est une mesure à rejeter à l'heure actuelle, surtout par suite de l'évidente concentration de pouvoirs entre les mains de l'exécutif par rapport à la Chambre et, j'irai même jusqu'à dire, entre les mains du premier ministre par rapport aux membres de son cabinet.

Des voix: Bravo!

L'hon. M. Stanfield: Je dis que les députés ministériels doivent répondre aux questions et nous devons avoir la certitude que les comités de la Chambre ont réellement une indépendance suffisante pour que ce soit une garantie. Il n'y a pas de garanties convenables. Il n'y a aucun moyen à l'heure actuelle permettant au pays ou au Parlement d'empêcher Information Canada de devenir «Manipulation Canada» toutes les fois que le gouvernement trouvera bon de l'utiliser.

M. David Lewis (York-Sud): Monsieur l'Orateur, la déclaration du premier ministre m'a beaucoup inquiété, tant par ce qu'elle dit que par ce qu'elle tait. De quelles informations le premier ministre voulait-il parler? S'agit-il d'informer les Canadiens et de leur expliquer les mesures gouvernementales, ce qui est parfaitement nécessaire et souhaitable, ou bien parlons-nous, comme je le soupçonne d'après la déclaration que nous venons d'entendre, d'un organisme destiné à contrôler et à orienter les nouvelles que le gouvernement fournira aux Canadiens? Je ne peux m'empêcher de penser que ce super-organisme, dont l'établissement vient d'être annoncé, est créé principalement en vue d'orienter les nouvelles émanant du gouvernement. Si l'on peut dire, cette agence dirigera une campagne électorale perpétuelle pour le parti au pouvoir.

Le premier ministre a déclaré qu'il accueillait avec satisfaction l'établissement d'un comité parlementaire pour revoir les buts, la politique et les réalisations d'Information Canada ainsi que les objectifs des divers

[L'hon. M. Stanfield.]

ministères. Je signale au premier ministre que s'il éprouve véritablement ce désir, ce comité parlementaire aurait dû être établi pour discuter les buts, la politique et les réalisations d'Information Canada avant la formation de cet organisme. Avant l'annonce du premier ministre, les gens qui ont étudié la question et présenté le projet au gouvernement auraient dû comparaître devant un comité de la Chambre. Nous aurions dû avoir l'occasion de leur demander ce que cet organisme fera au juste. Le fait que le gouvernement n'a pas soumis la question à un comité de la Chambre et qu'il nous présente un fait accompli est précisément l'un des aspects qui me déplaît et me fait douter des objectifs de la super-organisation.

Personne ne nie le besoin, signalé par le rapport Glassco, de coordonner les services d'information du gouvernement. Dieu sait combien d'entre eux sont inefficaces et tout ce qu'il faut faire pour les améliorer. Personne ne nie le besoin d'éliminer le chevauchement dans l'utilisation du personnel et du matériel au sein des divers ministères en ce qui concerne les services d'information. Rien dans la déclaration ne laisse pressentir une réduction des 200 millions de dollars environ que dépensent les services d'information des ministères; on parle seulement d'y ajouter un million pour le super-organisme en cause.

Le premier ministre fait grand état de la nécessité de fournir des renseignements aux Canadiens et de savoir ce qu'ils pensent. Permettez-moi de dire un mot sur chacun de ces points. Nous lui en avons fourni l'occasion à la Chambre. Nous avons pris le gouvernement au mot lorsqu'il a prétendu être réellement en faveur de la divulgation complète des politiques et de la pensée du gouvernement. Nous avons donc posé des questions pendant la période de questions orales, nous avons aussi inscrit au *Feuilleton* des questions et de nombreux avis de motions portant production de documents; et lorsque le gouvernement a réclamé une étude afin de l'aider à formuler sa politique, la plupart du temps, sinon tout le temps, le gouvernement a refusé de produire ces documents. Je dis au premier ministre qu'il a eu l'occasion de prouver aux députés et aux Canadiens que le gouvernement est vraiment sérieux lorsqu'il parle de divulguer aux Canadiens des renseignements complets, et qu'il n'en a rien fait. Au contraire, il a refusé